



Vendredi 29 novembre 2024

## La politique étrangère des États-Unis sous Trump Menaces de guerre commerciale contre le Canada et le Mexique



- Menaces de guerre commerciale contre le Canada et le Mexique
- Opposons-nous aux projets américains de recours à la force militaire contre le Mexique

---

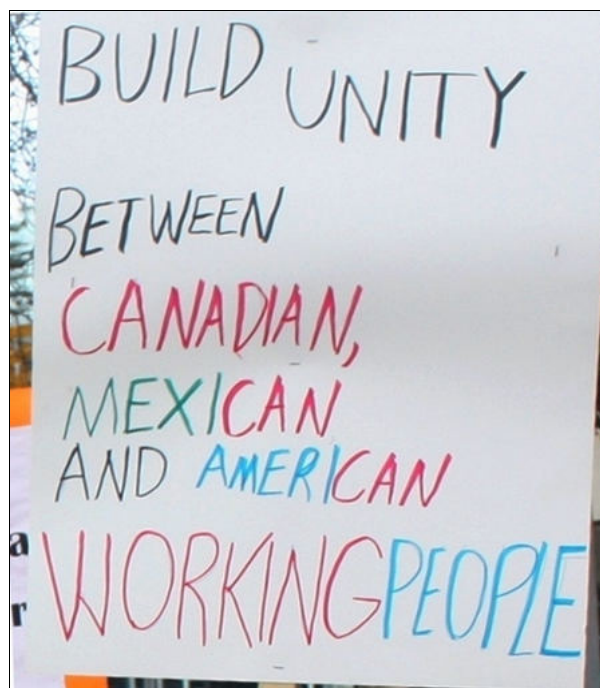
## La politique étrangère des États-Unis sous Trump Menaces de guerre commerciale contre le Canada et le Mexique

Le 25 novembre, le président élu Donald Trump a promis d'imposer des tarifs douaniers élevés au Canada et au Mexique. « Le 20 janvier, dans le cadre de l'un de mes nombreux premiers décrets, je signerai tous les documents nécessaires pour imposer au Mexique et au Canada des tarifs douaniers de 25 % sur TOUS les produits entrant aux États-Unis », a écrit M. Trump sur les médias sociaux. |

Bien que le trafic des narcotiques et la frontière n'aient rien à voir avec les tarifs douaniers, Trump les exploite pour atteindre son objectif de voir le Canada et le Mexique « s'attaquer » aux drogues, en particulier au fentanyl, et aux migrants qui traversent la frontière.

Donald Trump menace également la Chine de tarifs douaniers. Les États-Unis représentaient plus de 83 % des exportations du Mexique en 2023 et 75 % des exportations canadiennes. Le Mexique est le plus grand partenaire commercial des États-Unis, suivi du Canada et de la Chine.

Les menaces contre le Canada et le Mexique sont une atteinte à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) sur le commerce, négocié en 2018 sous la présidence Trump. Cet accord favorise déjà les États-Unis et est amplement utilisé contre les travailleurs des trois pays. La menace est brandie maintenant pour, entre autres, évaluer la réaction des partenaires commerciaux tout en plaçant les États-Unis dans une position de force pour exiger une renégociation anticipée de l'ACEUM, dont la révision est prévue en 2026. C'est aussi fait pour donner l'impression qu'il donne suite aux promesses faites aux travailleurs américains durant la campagne électorale.



Un expert en commerce a commenté la nouvelle avec cette arrogance typique : « Je suppose que l'idée est que si vous continuez à les frapper au visage, ils finiront par se rendre. »

Donald Trump s'est entretenu avec le premier ministre Justin Trudeau après avoir proféré sa menace. Tous deux ont déclaré qu'ils ont eu une « bonne discussion ». Comme à son habitude, Justin Trudeau s'est montré conciliant : « Nous avons parlé de certains défis sur lesquels nous pouvons travailler ensemble. » Il a convoqué une réunion d'urgence avec les premiers ministres des provinces (le Conseil de la fédération) pour le 27 novembre, appelant à une réponse d'« Équipe Canada ».

Le même jour, le 27 novembre, la vice-première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland, a fait des commentaires sur diverses questions commerciales qui reflètent le degré élevé d'intégration du Canada dans l'économie en tant que fournisseur de la machine de guerre américaine. « Le fait est que nous avons besoin d'eux et qu'ils ont également besoin de nous, a-t-elle dit. Nous leur vendons du pétrole. Nous leur vendons de l'électricité. Nous leur vendons des minéraux et des métaux critiques. » Elle a souligné l'importance d'une approche « Équipe

Canada » et a reconnu que le Canada avait répondu aux précédents tarifs douaniers de Trump par des tarifs « ciblés ».

Le ministre de la Sécurité publique, Dominic LeBlanc, a parlé de la sécurité à la frontière canado-américaine lors de son passage à l'émission *Power & Politics* de la CBC. Au cours des 20 dernières années, le Canada s'est soumis à toutes sortes d'arrangements pour satisfaire les intérêts et les monopoles américains. M. LeBlanc a qualifié cet aspect de l'intégration du Canada dans l'économie et la machine de guerre américaines de « bonne histoire » à raconter en matière de sécurité frontalière.

Quant aux autres représentants des partis cartellisés, le chef du Parti conservateur, Pierre Poilievre, en réponse aux questions des journalistes, a dit que son parti envisagerait de prendre des mesures de rétorsion contre les États-Unis.

Le chef du NPD, Jagmeet Singh, lors de la période de questions à la Chambre des communes, a demandé au gouvernement libéral d'ouvrir une guerre commerciale avec les États-Unis. « La seule chose à laquelle un tyran répond, c'est la force », a-t-il déclaré, et il a demandé au gouvernement de créer une « cellule de crise ».

Reflet des désaccords entre les gouvernements fédéral et provinciaux, la première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, a écrit sur les médias sociaux : « Nous demandons au gouvernement fédéral de travailler avec l'administration entrante pour résoudre ces questions immédiatement, et ainsi éviter tout tarif douanier inutile sur les exportations canadiennes vers les États-Unis. »

Répondant à la demande de Trump que le Canada « réprime » le trafic de la drogue et les migrants, le premier ministre de l'Ontario Doug Ford n'a pas expliqué comment l'un ou l'autre de ces problèmes se posait, mais a tout de même qualifié les menaces de Trump d'« injustes ». Il a dit qu'il était « insultant » de comparer le Canada au Mexique en matière d'immigration et de drogue. Il a également déclaré que si Donald Trump met sa menace à exécution, « nous devons prendre des mesures de rétorsion ».

Pour sa part, le premier ministre du Québec, François Legault, a appelé au calme, tout en qualifiant les menaces de Donald Trump de « bombe » aux portes du Québec. Il a dit que le Québec et le Canada devaient prendre ces menaces au sérieux. Pour les industries basées sur les exportations vers les États-Unis, a-t-il dit, de tels tarifs entraîneraient la perte de centaines de milliers d'emplois, a-t-il déclaré, et « les Québécois paieraient cher ». En ce qui concerne la sécurité frontalière, il a dit que les craintes de M. Trump à ce sujet étaient légitimes et a appelé le gouvernement fédéral à « sécuriser les frontières pour enlever cet argument-là à M. Trump ». En ce qui concerne la réunion du Conseil de la fédération du 27 novembre, il a dit que sa principale demande était que le Québec ait son propre représentant à la table lorsque les négociations avec les États-Unis commenceront.

La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a rejeté les tarifs douaniers proposés par M. Trump et a menacé de prendre des mesures de rétorsion. Elle a également déclaré : « Si ne serait-ce qu'un pourcentage de ce que les États-Unis dépensent pour la guerre était consacré à la paix et au développement, cela permettrait de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la migration. » On rapporte qu'elle a l'intention de contacter le premier ministre du Canada pour discuter de l'importance de l'accord commercial entre les trois pays.

On peut également s'attendre à ce que Trump structure les tarifs douaniers de manière à donner l'avantage aux monopoles américains. N'en demeure que si Trump impose des tarifs au Canada et au Mexique, ils auront également un impact sur les monopoles américains de l'automobile qui utilisent le Canada et le Mexique pour leur production. Des alliés comme l'Allemagne, le Japon et la Corée, dont les monopoles de l'automobile et de l'électronique utilisent également les travailleurs mexicains pour leur main-d'oeuvre bon marché et le Mexique comme porte d'entrée pour la production sur le marché américain, seraient également touchés. BMW et Volkswagen, Honda, Mazda, Nissan, Toyota et Kia seraient tous affectés. Dans le domaine de l'électronique, les ordinateurs de la société chinoise Lenovo, Foxconn (le plus grand fabricant contractuel d'électronique au monde, dont le siège social se trouve à Taïwan et dont les principales activités se déroulent en Chine) et les fabricants coréens d'électronique et d'appareils ménagers LG et Samsung seront également touchés.

Le commerce soi-disant déloyal, les cartels de la drogue et l'immigration sont tous utilisés pour promouvoir la nécessité d'une intervention militaire plus directe contre le Mexique et, éventuellement, d'un rôle plus important pour les forces militaires et policières américaines au Canada également. Ces deux mesures peuvent être prises « conjointement » ou unilatéralement par les États-Unis. Elles sont utilisées pour attiser le racisme et le chauvinisme, le contenu de la campagne « Make America Great Again » (MAGA), en particulier à l'encontre du Mexique. Le Canada va suivre le mouvement, comme l'a déjà indiqué Marc Miller, ministre canadien de l'Immigration, qui a déclaré que le Mexique était le problème en matière d'immigration.

Les États-Unis envisagent déjà ouvertement une intervention militaire au Mexique. En menaçant de mener des guerres commerciales, ils alimentent ces plans tout en renforçant l'intégration du Canada et du Mexique dans une économie de guerre unique contrôlée par les États-Unis.

Les travailleurs de ces trois pays ont une longue tradition de soutien aux droits et de luttes communes pour se défendre mutuellement et il ne fait aucun doute qu'ils s'organiseront pour bloquer ces menaces et ces plans dangereux des États-Unis.



## Opposons-nous aux projets américains de recours à la force militaire contre le Mexique



Opposition aux politiques de Trump en matière d'immigration, New York, 9 novembre 2024

Le président élu Donald Trump, le membre du Congrès Mike Waltz, appelé à devenir le conseiller de Trump en matière de sécurité nationale, et le représentant du Texas Dan Crenshaw, qui préside actuellement le groupe de travail de la Chambre des représentants chargé de lutter contre les cartels mexicains de la drogue, ont tous parlé du recours à la force militaire contre le Mexique. Ils ont été rejoints par le gouverneur de Floride Ron DeSantis, qui demande des frappes de drones contre les cartels mexicains, et par le sénateur Tom Cotton, qui souhaite l'utilisation des forces spéciales. Tout cela se fait au nom de la lutte contre les cartels de la drogue mexicains (et non américains) et dans le contexte de promesses d'expulsions massives de personnes qui, pour la plupart, vivent aux États-Unis depuis des dizaines d'années.

Les menaces de recours à la force militaire s'accompagnent de menaces de déclencher également des guerres commerciales pour servir le même objectif d'intégration complète des États-Unis et du Mexique dans une économie de guerre unique au service du gouvernement de guerre des États-Unis.

Le commandement sud de l'armée américaine (Southcom) participe déjà à des opérations conjointes qui incluent le Mexique. Fuerzas Comando 2024, par exemple, parrainée par le Southcom, a réuni des militaires, des membres des forces de l'ordre et des civils afin de promouvoir l'interopérabilité des différentes forces et les relations entre militaires.

Donald Trump a évoqué à plusieurs reprises son intention d'utiliser l'armée à la frontière et de l'autre côté de la frontière également. Sur les réseaux sociaux, il a repris un récent message de Tom Fitton, président de l'organisation conservatrice Judicial Watch, selon qui l'administration entrante déclarera une urgence nationale en matière d'immigration et utilisera des ressources militaires pour appliquer sa promesse d'expulsions massives. M. Trump a qualifié cette affirmation de « VRAIE !!! ». Il a également déclaré qu'il désignerait les cartels mexicains comme des « organisations terroristes étrangères » et qu'il ordonnerait au

Pentagone de « faire un usage approprié des forces spéciales » pour attaquer les dirigeants et les infrastructures des cartels. Il a demandé le déploiement de la marine américaine pour imposer un blocus aux cartels mexicains qui importeraient de Chine les ingrédients nécessaires à la fabrication du fentanyl.

Au Congrès, Dan Crenshaw s'efforce d'obtenir le soutien à un projet de loi autorisant le recours à la force militaire (AUMF) contre le Mexique et élargissant les pouvoirs de police du président. Mike Waltz et lui ont présenté un projet de loi en janvier 2023 et Crenshaw prévoit en présenter un autre lors de la nouvelle session du Congrès en 2025.

« La réalité est que les cartels se déchaînent à notre frontière, menacent la vie des Américains et accroissent la violence dans nos communautés. Ce projet de loi donne au président le feu vert pour poursuivre ces organisations criminelles avec toute la force de la machine militaire américaine. Il est temps de tracer une ligne dure », a déclaré Mike Crenshaw en septembre 2023 et à plusieurs reprises depuis.

Le projet de loi vise à « autoriser l'utilisation des forces armées des États-Unis contre les responsables du trafic de fentanyl ou d'une substance liée au fentanyl vers les États-Unis ou de la réalisation d'autres activités connexes qui provoquent une déstabilisation régionale dans l'hémisphère occidental ». Cette disposition est si large qu'elle peut être utilisée par le président pour une intervention militaire non seulement contre le Mexique, mais dans tout l'« hémisphère occidental ». Un blocus naval pourrait également être utilisé pour provoquer la Chine, les États-Unis affirmant que la Chine transporte des substances « liées au fentanyl » vers le Mexique.

Dans le cadre de l'adoption d'un tel projet de loi, M. Crenshaw propose également que la Chambre des représentants crée un comité restreint chargé de lutter contre les cartels mexicains de la drogue. Un tel comité pourrait plus facilement faire adopter le projet de loi.

« Les cartels constituent la plus grande menace à court terme. Point final. Le président Trump est d'accord », a écrit Mike Crenshaw sur les médias sociaux le 11 novembre. Il pourrait également modifier certaines formulations pour se concentrer sur deux cartels et sur le fait que l'armée doit d'abord fournir des capacités de renseignement, de surveillance et de cybercriminalité. Il est cependant bien connu que toute autorisation de recours à la force sera utilisée pour justifier l'utilisation de l'armée par le président comme il l'entend. C'était certainement le cas de l'AUMF adopté par le Congrès en 2001 pour cibler les responsables des attentats terroristes du 11 septembre contre les États-Unis. Il a été utilisé pour la guerre contre l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie et la Libye et pour la « guerre contre le terrorisme » à l'échelle mondiale.

Pour le Mexique, l'intervention militaire américaine pourrait prendre la forme d'« opérations conjointes », comme cela s'est produit en Colombie lorsque les États-Unis ont fait la guerre et armé les forces paramilitaires colombiennes contre la

résistance organisée, également au nom de la « guerre contre la drogue ». Crenshaw a dit qu'il s'attendait à ce que l'intervention militaire contre le Mexique se situe quelque part entre la guerre contre l'Irak et celle contre la Colombie.

Compte tenu de l'échec de la guerre contre le trafic de drogues, on parle maintenant d'une guerre contre les cartels de la drogue – ceux que l'on dit étrangers – alors que l'existence des cartels américains n'est même pas reconnue. Comme l'a dit Crenshaw, son AUMF vise à « nous mettre en guerre contre les cartels ». Les cartels américains de la drogue et la fourniture massive d'armes et de fonds, notamment par la CIA et le Bureau de l'alcool, du tabac, des armes à feu et des explosifs (ATF), ne sont pas pris en compte. L'objectif est également de rediriger la grande colère des Américains face aux décès par surdose et leur demande de soins et d'aide vers un soutien à la guerre contre le Mexique.

En annonçant ces plans d'intervention militaire contre le Mexique, les États-Unis espèrent unir leurs forces militaires et policières dans ce qu'ils croient être une victoire « facile ». Comme c'est toujours le cas, ils font abstraction du rôle des peuples du Mexique, des États-Unis, du Canada et de tout « l'hémisphère occidental » qui s'opposent à la guerre et défendent les droits de tous et toutes. Les peuples s'organisent pour établir des relations fraternelles d'amitié, d'avantage et de respect mutuels, et ne resteront pas silencieux sur ces questions vitales pour leurs intérêts et leur désir de paix, de démocratie et de liberté.



---

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

[PDF](#)

[NUMÉROS PRÉCÉDENTS](#) | [ACCUEIL](#)

[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) • [redaction@pccml.ca](mailto:redaction@pccml.ca)